Conseil général du Puy-de-Dôme

RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
2014
Sommaire

1. La stratégie et les actions de la collectivité en matière de développement durable .................. 6
   1.1 Au regard de la lutte contre le changement climatique .................................................. 6
       Le Plan Climat Énergie du Puy-de-Dôme ........................................................................ 6
       La maîtrise de l'énergie au service des territoires ......................................................... 7
       L'énergie et la politique de l'habitat .................................................................................. 9
       Transport et mobilité durables ....................................................................................... 11
   1.2 Au regard d’une dynamique de développement suivant des modes de production
       et de consommation responsables .................................................................................. 11
       Agrilocal63 : la commande publique ouverte aux producteurs puydômois .................... 12
       La Charte "Alimentation et Plaisir" au sein des collèges puydômois .............................. 15
       La politique de gestion des déchets du Conseil général .............................................. 15
       Vers des éco-conditionnalités ....................................................................................... 16
       Le développement durable dans les marchés d’objets promotionnels .......................... 17
   1.3 Au regard de la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources .................. 17
       La préservation de la biodiversité, un engagement fort de Conseil général ..................... 17
       La préservation de la qualité de l'eau ............................................................................. 18
       Une voirie durable .......................................................................................................... 19
       Dossier de candidature au patrimoine mondial de l’UNESCO, Panoramique des Dôme :
       deux projets exemplaires .............................................................................................. 20
   1.4 Au regard de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires ......................... 22
       Une meilleure connaissance des phénomènes de précarité .......................................... 22
       La réduction des inégalités vis-à-vis des personnes handicapées .................................. 23
       La solidarité entre les hommes et les territoires ......................................................... 24
       La lutte contre les discriminations et l’aide aux populations spécifiques ....................... 25
   1.5 Au regard de l’épanouissement de tous les êtres humains ............................................. 26
       L’amélioration de l’accès à l’emploi ............................................................................... 26
       L’accompagnement à l’accès au logement ................................................................... 26
       Le développement d’une offre d’équipements répondant aux besoins essentiels de la population ................................................................. 27
       L’accès à la culture et à la connaissance ......................................................................... 28
       La démarche « Ensemble, vers des manifestations responsables » ............................ 28
       L’éducation au développement durable ......................................................................... 28
2. Les modalités d’élaboration, de mise en œuvre et d’évaluation des actions, politiques publiques et programmes au regard d’une démarche de développement durable

2.1 L’organisation du pilotage

2.2 La participation des acteurs et de la population

2.3 La transversalité de la démarche

2.4 Un dispositif d’évaluation

2.5 Une dynamique d’amélioration continue
Préambule

Le développement durable est défini dans le rapport Brudtland de 1987 comme "un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs". Il repose sur trois piliers : l’efficacité économique, la cohésion sociale et la préservation de l’environnement.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement pour l’environnement (Grenelle II) impose aux collectivités territoriales et aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de plus de 50 000 habitants de présenter un rapport sur leur situation en matière de développement durable.

Cette synthèse comprend un bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité ainsi qu'un bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur le territoire de la collectivité.

Ces bilans sont réalisés au regard des finalités du développement durable. Ces finalités sont au nombre de cinq :
- la lutte contre le changement climatique,
- une dynamique de développement suivant les modes de production et de consommation responsables,
- la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources,
- la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations,
- l’épanouissement de tous les êtres humains.

Ces bilans comprendront également une analyse des modes d’élaboration, de mise en œuvre et d’évaluation des actions, politiques publiques et programmes menés par la collectivité. Cette analyse s’appuie sur les cinq éléments constitutifs de la démarche de développement durable :
- l’organisation du pilotage,
- la participation des acteurs et de la population,
- la transversalité de la démarche,
- un dispositif d’évaluation,
- une dynamique d’amélioration continue.

Il est bien clair que le projet en cours de réforme territoriale (future loi "NOTRE" portant nouvelle organisation des territoires de la République) aura de nombreuses incidences, tant sur les compétences exercées par le Conseil général que sur le périmètre d’un futur Agenda 21. Les années à venir seront l’occasion, avec une Assemblée Départementale renouvelée mars 2015, de bâtir les contours d’une nouvelle politique départementale de développement durable, toujours dans l’optique tant de l’exemplarité que de l’appui aux territoires, en particulier les plus ruraux et/ou les plus isolés.
1. La stratégie et les actions de la collectivité en matière de développement durable

1.1. Au regard de la lutte contre le changement climatique et la protection de l’atmosphère

Le Conseil général développe des politiques dans le domaine de l’habitat et de l’énergie, du transport, de l’agriculture et de la forêt ainsi que de l’environnement et de l’aménagement du territoire qui participent au développement durable. Ces missions jouent un rôle en effet très important dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et participent donc à la lutte contre le changement climatique.

Le Plan Climat Énergie du Puy-de-Dôme

La loi Grenelle II du 12 juillet 2012 rend obligatoire pour toutes les collectivités de plus de 50 000 habitants la réalisation d’un bilan des émissions de gaz à effet de serre et d’un Plan Climat-Énergie Territorial. Le Conseil général doit donc répondre à cette obligation mais la collectivité a choisi d’aller au-delà d’une réflexion portant uniquement sur son patrimoine et ses compétences et s’est engagée dès septembre 2011 sur l’ensemble du territoire.

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre "Patrimoine et Compétences" et le bilan des émissions de gaz à effet de serre “Territoire” ont été réalisés en parallèle. À partir de ces diagnostics, le Conseil général a fait un certain nombre de choix et construit un plan d’actions unique qui se veut ambitieux et innovant.

Le Conseil général a pris le parti de distinguer 3 échelles d’intervention afin de rendre plus lisible sa démarche :
- **AGIR** : le Conseil général agit directement dans le cadre des compétences qui lui sont propres, c’est-à-dire sur son patrimoine bâti, les déplacements de ses agents…
- **ACCOMPAGNER** : il s’agit de politiques menées par le Conseil général en collaboration avec des partenaires, cela concerne le transport de personnes, les actions en matière de logement privé, ou la politique agricole…
- **ENCOURAGER** : il s’agit de domaines où le Conseil général n’a aucune compétence directe mais où il considère néanmoins qu’il est important d’agir.

Des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été fixés au niveau européen (3x20), national (Facteur 4) et régional (Schéma régional du climat, de l’air et de l’énergie). Le SRCAE

---

1 Le « paquet énergie-climat » fixe 3 objectifs : porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d’énergie de l’UE à 20 % en 2020, économiser 20 % sur la consommation d’énergie de l’UE par unité produite d’ici à 2020 et, réduire les émissions de gaz à effet de serre de l’UE de 20 % d’ici à 2050, par rapport à 1990.

2 Le « Facteur 4 » fixe un objectif de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 3 % par an, soit une division par 4 d’ici à 2050.
fixe un objectif de réduction de 22,4% de la consommation énergétique finale d’ici 2020 par rapport à 2008, de 15% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2007, et de production d’énergies renouvelables équivalente à 30% dans la consommation énergétique finale en 2020. Le Conseil général souhaite pouvoir contribuer autant que possible à l’atteinte de ces objectifs fixés dans la mesure de ses compétences et de ses caractéristiques.

Compte-tenu des résultats des bilans des émissions de gaz à effet de serre et de ses possibilités d’actions, le Conseil général a ainsi souhaité s’engager sur des thématiques fondamentales. Le plan d’actions du Plan Climat Énergie du Puy-de-Dôme est donc organisé selon 4 axes stratégiques : le bâti, la mobilité, les activités du territoire et enfin l’adaptation au changement climatique. Chaque axe est décliné selon des objectifs opérationnels puis des actions concrètes. Au total, le Plan Climat comporte 22 actions directes et 3 intentions.

Après avoir reçu un avis favorable de l’État et de la Région Auvergne, le plan d’actions du Plan Climat Énergie du Puy-de-Dôme a été voté en assemblée du Conseil général le 16 décembre 2013.

Dynamique et ambitieux, le Conseil général a souhaité mettre en place, dès le début 2014, des actions phares considérées comme emblématiques et présentant de forts enjeux tant sur le territoire qu’au sein de la collectivité. Il s’agit de l’Opération COCON 63, du déploiement d’Ambassadeurs de l’Efficacité Énergétique, et de la redynamisation de son PDE.

La maîtrise de l’énergie au service des territoires

A l’heure où se dessine la future loi de transition énergétique vers la croissante verte, au moment où les territoires doivent se mobiliser pour atteindre les objectifs fixés par les lois Grenelle, le Conseil général du Puy-de-Dôme a déployé une ingénierie territoriale innovante au service des collectivités publiques en vue de les accompagner dans la réduction de leurs consommations et dépenses énergétiques.

L’Opération COCON 63 est une opération massive d’isolation des combles perdus des bâtiments publics. C’est une démarche inédite, innovante et de grande envergure tant par l’ingénierie déployée que par la stratégie mise en œuvre. Au-delà de l’objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, cette opération permet de venir en soutien des collectivités puydômoises. Les objectifs sont multiples, il s’agit de :
- faire engager de manière massive des travaux d’économies d’énergie à un prix compétitif
- aider les collectivités à réduire leurs charges énergétiques
- faire financer une part des travaux d’isolation via le dispositif des Certificats d’économies d’énergie (CEE), alors qu’aucune aide publique n’existe pour ce type de travaux. Le partenariat ouvert avec la société TOTAL, dans le cadre de ce dispositif, permettra ainsi de financer entre 30 et 60 % des coûts des travaux, avec des temps de retour attendus à moins de deux ans.

Ce sont aujourd’hui 80 collectivités qui ont répondu à cette proposition d’action collective, pour environ 350 bâtiments et 80 000 m² de combles à traiter.

La volonté politique du Conseil général du Puy-de-Dôme a été de privilégier la collaboration avec le tissu économique local tant sur le choix des matériaux d’isolation que sur le recours à l’expertise de bureaux d’études du département. A été également engagée une forte coopération avec les organisations professionnelles (CAPEB, FFB) pour optimiser les chances de participation des entreprises et artisans locaux (allotissement des marchés de travaux...). Ce sont ainsi plus de 4 millions d’euros qui devraient être injectés dans l’économie locale, dans un secteur du bâtiment actuellement en souffrance. Enfin, le Conseil général et l’Aduhme ont souhaité privilégier la qualité de réalisation de ces travaux en faisant réaliser en amont des diagnostics complets des combles grâce au soutien financier de l’ADEME et des fonds européens. Qui plus est, la réglementation a été anticipée en faisant le choix d’une sur-isolation (épaisseur de 35 cm, R ≥ 7) en vue de limiter au mieux les déperditions thermiques.

Pensée de A à Z dans sa philosophie, dans son financement, et ses bénéfices sociaux et environnementaux, l’Opération COCON 63 fait figure de première en France. Un projet exemplaire où les collectivités démontrent leur capacité à travailler ensemble pour un véritable développement durable et solidaire du territoire.

Également, le Conseil général du Puy-de-Dôme coordonne depuis 2013 le regroupement de collectivités et établissements publics sur son territoire pour mettre en œuvre une action d’achat groupée de gaz naturel. Au 1er janvier 2015, il en sera fini des Tarifs réglementés de vente (TRV) du gaz naturel pour les sites, propriétés des collectivités publiques, consommant annuellement plus de 200 MWh. Idem un an plus tard pour les sites disposant d’une consommation annuelle de référence de 30 à 200 MWh. Cette nouveauté s’inscrit dans le cadre de la directive européenne 2009/72/CE et 2009/73/CE du 13 juillet 2009 et de la récente Loi consommation.

Désormais, les collectivités locales auront l’obligation de mettre systématiquement en concurrence les fournisseurs de gaz pour l’approvisionnement de leurs équipements publics. Cependant, toutes les communes, intercommunalités, a fortiori les plus petites, ne disposent pas des compétences techniques et administratives ad hoc pour lancer des marchés publics à la teneur technique aussi compliquée.
Conscients des enjeux, de la complexité de ces marchés sur lesquels s'exercent des pressions commerciales fortes qui ne sont pas toujours profitables aux consommateurs, le Conseil général assisté de l'expertise technique de l'Aduhme (agence locale des énergies et du climat) a déployé son ingénierie territoriale en vue de constituer un groupement d'achat gaz naturel. Les avantages de l'action collective sont nombreux :

- une baisse attendue des prix du gaz sous l'effet volume, des exigences plus fortes en matière de qualité de services associés
- l'amorce d'une certaine péréquation tarifaire locale (qui n'existe pas pour le gaz contrairement à l'électricité)
- un marché d'approvisionnement maîtrisé sur le plan administratif
- une simplification des tâches pour toutes les collectivités par la coordination de la consultation par le Conseil général.

Le groupement d'achat de gaz naturel est aujourd'hui constitué de 154 membres dont 98 communes, 19 communautés de communes, 36 collèges et le SDIS 63, Service Départemental d'Incendie et de Secours pour une consommation totale de 136 GWh sur 2 ans et une dépense théorique initiale de plus de 8,6 millions d'euros. Grâce à ce groupement d'achat, c'est 1,7 millions d'euros d'économies réalisées sur le territoire du Puy-de-Dôme, soit une réduction moyenne de 21 % sur la facture.

Enfin, en matière d'énergies renouvelables, le Conseil général promeut et soutient des projets collectifs en bois-énergie, comme les réseaux de chaleur sur les Villes de Clermont-Ferrand et de Riom, et en favorisant l'émergence de projets de méthanisation à la ferme.

**L'énergie et la politique de l'habitat**

Depuis juin 2012, le Conseil général du Puy-de-Dôme a mis en place un Programme d'Intérêt Général labélisé « Habiter Mieux » sur le territoire diffus du département, c'est-à-dire non couvert par des programmes d'amélioration de l'habitat. Ce Programme d’Intérêt Général « Habiter Mieux » poursuit un objectif ambitieux de rénovation énergétique permettant à chaque demandeur d'identifier ses travaux d’économie d’énergie, de bénéficier d’une assistance à maîtrise d’ouvrage gratuite, et ainsi de réduire sa dépense énergétique. Afin de garantir l’ingénierie nécessaire à l’accompagnement de chaque demandeur éligible dans le Puy-de-Dôme, le Conseil général a contracté un marché d’animation avec le PACT Puy-de-Dôme.

Le processus opérationnel du Programme d’Intérêt Général « Habiter Mieux » s’amorce par l’enregistrement par l’ADIL 63 des fiches de contact de propriétaires occupants signalant une situation d’inconfort thermique de leur logement.

Le Conseil général, destinataire des fiches de contact préalablement enregistrées, commande alors à son prestataire une évaluation technique et sociale comprenant une visite et un diagnostic de performance énergétique du logement (DPE), une identification des travaux permettant un gain d'énergie de 25 % avec plusieurs scénarios de travaux envisagés, une estimation du coût des travaux
et l'établissement des plans prévisionnels de financement en tenant compte des capacités financières des ménages.

Dès lors que le demandeur prend la décision d'engager des travaux garantissant le gain de 25 % de performance énergétique, le Conseil général commande au PACT Puy-de-Dôme la réalisation d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO). Cette AMO comprend des missions d'aide à l'élaboration du projet définitif de travaux, le montage et dépôt des dossiers de demande de subventions et prêts, l'appui au suivi et à la réception des travaux, le montage des dossiers de demande de paiements et la vérification de la réalisation des travaux prévus. Les missions réalisées par le PACT Puy-de-Dôme font l'objet d'un rapport écrit au Conseil général ainsi qu'une présentation en comité technique et social.

Par ailleurs, de nombreuses Communautés de communes se sont associées au PIG « Habiter Mieux » par le biais de protocoles territoriaux et abondent les aides de l'ANAH entre 500 € et 1 000 € par dossier selon les territoires.


L’Observatoire Départemental de l’Habitat et des Territoires apporte des éléments de connaissance et objectifs pour l’analyse et la description des territoires du département sous l’angle de l’habitat et propose un certain nombre d’indicateurs en lien direct avec l’énergie (mode de chauffage, transports, etc.).

Le service Urbanisme et Habitat participe à la maîtrise des consommations avec, par exemple, un programme de réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux. Un nouveau contrat territorial de développement durable a été signé avec Clermont communauté pour 2013-2015. L’action concernant la réhabilitation thermique du parc social est dotée de 2,5 millions d’euros.

Enfin, le Conseil général soutient les espaces info-énergie à destination des particuliers ou des collectivités qui apportent des conseils afin d’optimiser et de réduire les consommations d’énergie. Le Conseil général apporte ainsi des subventions à l’ADIL (EIE à destination des particuliers) et à l’Aduhme (EIE à destination des collectivités).
Transport et mobilité durables

Avec sa politique dans le domaine des transports et de la mobilité, le Conseil général est un des grands acteurs sur le territoire pouvant contribuer à une approche « développement durable » des déplacements. La collectivité incite ainsi les habitants à réduire les émissions de gaz à effet de serre en favorisant le recours aux transports en commun, notamment grâce à la tarification unique (2 €/traitement ou 45€/mois) mise en place depuis le 1er septembre 2011. Une réflexion est en cours pour développer l’intermodalité, sur le département que ce soit au niveau des transports collectifs terrestres ou des modes ferroviaires, en liaison avec l’ensemble des autres autorités organisatrices de transport.

Le covoiturage est le second volet de la politique des déplacements. Dans ce cadre, le Schéma Départemental des aires de covoiturage a été validé le 2 juillet 2012 en Commissions Permanente. En 2014, ce sont près de 90 aires qui sont ainsi labellisées sur le Département, en partenariat avec les collectivités gestionnaires de sites. Une première phase d’évaluation sera réalisée fin 2014, et permettra de faire évoluer un schéma qui, par nature, doit savoir s’adapter au territoire.

Concernant les mobilités douces, le Département a validé son Schéma Directeur Cyclable afin de mieux répondre aux besoins des usagers (déplacements pendulaires, de loisirs et sportifs) et réaliser un maillage de qualité. Ce schéma a été approuvé lors de la commission permanente en date du 9 décembre 2013, en vue de contribuer au développement de l’usage des vélos pour les déplacements quotidiens. Par ailleurs, en 2014, une opération touristique particulière à l’attention des cyclistes a été expérimentée : dénommée Cyclo-Cols, l’opération consiste à réserver aux cyclistes et riverains l’accès à quatre cols du département, à raison d’une demi-journée par col (de 6h à 11h).

À destination de ces agents, le Conseil général a décidé de redynamiser son Plan de Déplacement Établissement (PDE) afin de faire preuve d’exemplarité. Déjà engagé dans cette démarche depuis 2007, il est apparu nécessaire de franchir une nouvelle étape. Ainsi depuis 2013, la Mission Développement Durable et la Direction générale des Ressources Humaines travaille conjointement à mettre en place un PDE innovant et partagé. Les principales actions identifiées sont : une information plus adaptée, des critères d’attribution des places de parking plus équitables, des prises en charge pour les abonnements de transport en commun plus importantes, des mesures pour développer le covoiturage... L’innovation de ce PDE réside tant dans ses actions que dans son mode de construction (consultation des agents).

1.2. Au regard d’une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

En ce qui concerne le tourisme, une attention particulière est apportée sur les projets au respect de cette finalité du développement durable dans le sens où elle incite à l’utilisation de produits issus de filières courtes ou encore à la réduction des déchets.

De plus, le Conseil général du Puy-de-Dôme a élaboré depuis 2011 une politique agricole départementale durable. Dans ce cadre, il promeut des pratiques agricoles respectueuses de l’environnement, favorise les circuits courts de commercialisation et les productions locales de qualité,
encourage une gestion optimisée des espaces agricoles et soutient l’autonomie des exploitations agricoles pour contribuer à leur viabilité économique.

Le Conseil général participe également au développement des filières durables, par exemple en soutenant les filières chanvre ou bois ou encore en favorisant l’implantation d’une société produisant un isolant thermique écologique (société SPOC).

**Agrilocal63 : la commande publique ouverte aux producteurs puydômois**

Convaincu du rôle économique essentiel que représente l’activité agricole sur son territoire, le Conseil général du Puy-de-Dôme, qui soutient depuis plus de 10 ans une agriculture de qualité, a décidé de miser sur l’économie de proximité. Depuis octobre 2012, l’innovation Agrilocal63 est déclinée sur notre département. Ce concept démontre que des réponses nouvelles peuvent se trouver au cœur de nos territoires, en prise avec la réalité. Un soutien direct aux agriculteurs et entreprises puydômois, des repas de qualité et une traçabilité des produits, une commande publique simplifiée : ce dispositif, gratuit pour ses utilisateurs, est un vrai projet collectif, qui mobilise les acteurs du territoire et qui permet de dynamiser tout un secteur économique et social de notre département.

Après deux ans de fonctionnement, vingt réunions territoriales entre octobre et décembre ont été organisées et ont rencontré un vif succès auprès des établissements concernés et des producteurs. Une sensibilisation et une formation de l’ensemble des réseaux de producteurs ont été réalisées ainsi que des journées portes ouvertes dans les exploitations agricoles.

- **Agrilocal63, c’est pour qui ?**
L’outil AGRILocal63 est un service gratuit ouvert aux :

**Les Fournisseurs:**
- **Les Producteurs:**
  Concerne tous les producteurs agricoles géolocalisés dans la base de données gérée par le Département :
  - 7 400 exploitations agricoles avec un potentiel de 500 producteurs faisant de la transformation à la ferme
- **Les Entreprises Locales:**
  Agrilocal63 s’est ouvert aux Entreprises Puydômoises en mesure de présenter une garantie au niveau de la traçabilité des produits
  Parmi ces entreprises, on compte notamment les artisans bouchers et boulangeurs, les fromageries, les coopératives, grossistes et autres entreprises agro-alimentaires.

**Les Acheteurs:**
- **Acheteurs Publics**
  Concerne les acheteurs de la restauration collective publique localisés dans le Puy-de-Dôme :
  - Collèges
  - Maisons de retraite
  - Lycées
  - Services à la personne
  - Cantines scolaires (Communautés de communes, communes, associations)
  - Etc.
- **Restaurants Privés**
  Concerne la commande privée des établissements du secteur touristique qui sont déjà engagés dans des démarches de qualité du type Logis de France, Toques d’Auvergne, Maitre Restaurateur, Tourisme et Terroir, Fait maison, etc.
  - Hôtels
  - Restaurants
  - Villages de vacances
Agrilocal63, des résultats probants

<table>
<thead>
<tr>
<th>ACHETEURS</th>
<th>FOURNISSEURS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>111 acheteurs</strong> formés dont 75 utilisant régulièrement Agrilocal63 :</td>
<td><strong>181 fournisseurs qualifiés dont 153 producteurs et 28 entreprises locales</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- 32 collèges,</td>
<td>94 fournisseurs ont livré au moins une fois un restaurant.</td>
</tr>
<tr>
<td>- 4 lycées,</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- 10 communes,</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- 17 maisons de retraite</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- 7 restaurants administratifs</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- 5 restaurants touristiques</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**853 consultations** lancées

**1 215 produits différents commandés soit 34,8 T de produits alimentaires** :
- 15,7 T de viande dont 5,7 T de viande de bœuf, 7,8 T de viande de porc, 1,5 T de volailles
- 8 T de produits laitiers dont 5,6 T de yaourts, 1,7 T de fromages
- 6,7 T de légumes,
- 3,2 T de fruits.

Près de 145 000 € de commandes réalisées – Un minimum de 10 000 € de commandes par mois depuis février 2014.

- Agrilocal63, un accompagnement régulier et personnalisé
Depuis son lancement, le Conseil général accompagne au quotidien acheteurs et producteurs à utiliser l’outil Agrilocal en leur proposant des outils personnalisés :

- **Côté producteurs** : accompagnement individuel à la demande (qualification des produits) – mise en place d’un guide fournisseur, d’audits d’exploitations, de fiches techniques, de mercuriales de prix, etc.
  Préparation de cycles de formation sur les questions sanitaires, hygiène et sécurité et accompagnement individuel sur l’analyse des coûts de production

- **Côté acheteurs** : accompagnement individuel à la demande – mise en place d’un guide acheteurs – réalisation d’un vade-mecum des règles de la commande publique à travers Agrilocal63 – réalisation d’une lettre d’information avec envoi d’un calendrier mensuel des produits disponibles – mise à disposition de kits pédagogiques pour sensibiliser les convives.

- **Agrilocal un réseau national – un outil aux services des territoires**
  Mis en place par les conseils généraux du Puy-de-Dôme et de la Drôme, Agrilocal est transposable à tous les départements de France. De par leur taille et leur proximité avec les acteurs des territoires, leurs relations étroites avec les communes et leurs groupements, les Départements sont la collectivité la mieux placée pour faciliter ce rapprochement entre fournisseurs locaux et gestionnaires des établissements publics.

  Pour promouvoir et accompagner le développement de ce système à l’échelle nationale, une association nationale a été créée en juillet 2013.

  L’association AGRILOCAL.FR a pour vocation de promouvoir les circuits courts, le développement de l’agriculture de proximité et le renforcement de l’économie locale, notamment via la restauration collective.

Une association nationale aux enjeux multiples :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Développement économique</th>
<th>Ramener de la valeur ajoutée aux producteurs</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Aménagement et ancrage territorial</td>
<td>Développer les circuits courts de proximité</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mettre en relation l’offre et la demande</td>
</tr>
<tr>
<td>Approvisionnement durable et de qualité</td>
<td>Faciliter l’accès à des denrées de qualité</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Encourager le développement de l’agriculture biologique</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation et pédagogie</td>
<td>Développer et promouvoir une restauration collective de « plaisir »</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Éduquer aux goûts</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Co-présidée par les Départements de la Drôme et du Puy-de-Dôme, cette Association est ouverte à toutes les collectivités désirant s’équiper de l’outil AGRILOCAL.

Les actions de l’Association sont multiples : Promotion, développement et mutualisation du dispositif Agrilocal, accompagnement méthodologique des adhérents, formation des utilisateurs à l’utilisation du logiciel Agrilocal et assistance, constitution des bases de données des producteurs et des acheteurs, gestion des bases de données pour les territoires, organisation des rencontres annuelles « Agrilocal.fr », réalisation des diagnostics pour les adhérents, promotion et développement de l’outil sur de nouveaux territoires, parution régulière de statistiques nationales sur l’outil.

Novateur, efficace et simple d’utilisation, Agrilocal séduit de plus en plus de Départements.
Déjà 21 Conseils généraux utilisent Agrilocal : Allier, Ardèche, Calvados, Cantal, Corrèze, Côtes-d’Armor, Creuse, Doubs, Drôme, Haute-Garonne, Hérault, Indre-et-Loire, Jura, Manche, Mayenne, Orne, Puy-de-Dôme, Haute-Saône, Seine-Maritime, Vaucluse, Territoire-de-Belfort.

La Charte "Alimentation et Plaisir" au sein des collèges puydômois

Depuis cinq ans, le Conseil général du Puy-de-Dôme a développé une politique de formations des personnels des restaurants scolaires des collèges dont il est l’employeur. Via le Laboratoire Vétérinaire et Biologique, des formations sur les thématiques de l’hygiène, la santé et le goût… sont dispensées tout au long de l’année.

En 2010, les chefs de cuisine, les gestionnaires et la Direction Éducation et Collèges du Conseil général ont été invités à participer à une réflexion portant sur « l’optimisation de l’offre alimentaire au sein du cadre nutritionnel et budgétaire ». Un groupe de travail a été créé et au fil des échanges, l’idée d’une charte est apparue afin de clarifier et harmoniser les pratiques au sein des collèges du département.

La Charte "Alimentation et Plaisirs" établit les 7 grands principes des pratiques culinaires en restaurant scolaire auxquels s’engagent à souscrire les chefs de cuisine et leur équipe. Par exemple : limiter les emballages (engagements 1 et 3), privilégier les produits frais, locaux et/ou bio (engagements 5 et 6), réduire le gaspillage alimentaire (engagements 6 et 7), lutter contre la déforestation (engagement 4)… Le parrainage par les sept Chefs étoilés du département de la Charte "Alimentation & Plaisir" est un acte fort sur l’alimentation, d’aujourd’hui et de demain, servie aux collégiens.

Tous les collèges s’engagent ainsi dans une éthique partagée tant sur les plans culinaires, gustatifs...que sur le développement durable. Au travers de ce projet, le département du Puy-de-Dôme s’inscrit de façon innovante dans l’éducation au développement durable grâce à une charte qualitative et incitative.

La politique de gestion des déchets du Conseil général

Le Conseil général a pour unique compétence obligatoire l’élaboration et le suivi du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des déchets non dangereux (PDPGDND) et du Plan départemental de Prévention et de Gestion des Déchets issus des chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics (PDPGDBTP).

L’élaboration du PDPGDBTP est en cours. Le point sur la situation des déchets du BTP dans le département du Puy de Dôme a été confié à la Cellule Économique Régionale de la Construction qui doit rendre ses conclusions au printemps 2015.


Le gaspillage alimentaire sera également le thème phare de la communication portée par le Conseil général lors de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets qui a lieu tous les ans au mois de novembre. Cette communication sera présente dans les abris bus départementaux et sera relayée par les EPCI de collecte du département sur des supports divers (camions de collecte, par exemple).

Le Conseil général assure, par ailleurs, la coordination des actions portées par les EPCI de collecte des déchets dans leurs programmes de prévention et poursuit également diverses actions en faveur d’une meilleure prévention des déchets ainsi, par exemple le financement de la formation au compostage des gardiens d’immeubles des bailleurs sociaux engagés sur des actions de développement du compostage en pied d’immeuble.

Vers des éco-conditionnalités

En 2014, dans l’attente de la mise en place d’un nouveau schéma touristique, une attention toute particulière sera portée aux projets touristiques éco-responsables intégrant l’accessibilité en lien avec le label “Tourisme et Handicap” et privilégiant les circuits courts ainsi que l’utilisation des produits locaux.

La collectivité procède tous les ans à une campagne de déstockage et de traitement des déchets toxiques dans les établissements scolaires. De même une opération de reprise des déchets d’équipements électriques et électroniques (DEEE) a été organisée en 2014.

Ainsi dans son approche de gestionnaire du patrimoine des collèges du Puy de Dôme, le Conseil Général allie le bon entretien des bâtiments à une démarche environnementale et de développement durable : utilisation de matériaux durables, renforcement de l’isolation des bâtiments, recherche permanente d’efficacité énergétique à faible impact sur l’environnement, raccordement au réseau de chaleur biomasse etc.
**Le développement durable dans les marchés d’objets promotionnels**

Dans le cadre de la distribution d’objets promotionnels lors de manifestations organisées par le Conseil général, les élus ont souhaité mettre en place une démarche en faveur du développement durable en privilégiant des objets respectueux de l’environnement.

Le Code des marchés publics permet la possibilité de prendre en compte la protection de l’environnement dans l’achat public. Les produits éco-responsables sont reconnus au travers des écolabels (NF-Environnement, l’écolabel européen) mais aussi par la labélisation « agriculture biologique » ou « commerce équitable ». Ceux sont également des produits fabriqués dans des conditions sociales dignes et acceptables, en conformité avec la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Ainsi, le Conseil général a élaboré un appel d’offre intégrant des critères de consommation durable, dans le respect du Code des marchés publics. Ces critères peuvent être, par exemple, le textile composé d’au moins 95% de matière issues de l’agriculture biologique pour les casquettes et les t-shirt, l’utilisation de matière recyclée pour les crayons ou les sacs de tri, l’instauration de critères sociaux (RSE) sur certains lots ou bien encore des produits répondant aux exigences d’un écolabel.

**1.3. Au regard de la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources**

**La préservation de la biodiversité, un engagement fort du Conseil général**

Le Conseil général répond à cette finalité de préservation de la biodiversité, en améliorant la connaissance de la biodiversité remarquable et ordinaire mais aussi en travaillant sur la maîtrise des pressions sur les milieux, ainsi que sur la préservation de la nature ordinaire et du capital paysager. Le Conseil général gère en effet les sites Espaces naturels sensibles (ENS) soit directement soit en partenariat avec les communautés de communes.

Le Service Milieux Naturels participe activement à la préservation de la biodiversité à travers la mise en œuvre de la politique départementale relative aux Espaces Naturels Sensibles (ENS). Ce réseau est à présent constitué de 8 sites départementaux et 12 sites dits d’initiative locale, portés par des communes ou leurs groupements, dont l’ensemble constituera à terme plus de 4 200 hectares acquis et gérés. En 2014, le Conseil général a procédé à des travaux de déboisement dans une plantation d’épicéas installée dans l’ENS de la Montagne du Mont, afin de rendre à cet espace sa biodiversité. Pour ne pas détruire le sol fragile du site, la technique innovante de débardage aérien par câble mât a été choisie. Outre leur apport pour la préservation du patrimoine naturel, les ENS sont également d’excellents supports d’éducation à l’environnement du grand public (près de 850 promeneurs sur le seul site de la Forêt de la Comté) mais également des scolaires (2545 élèves pour l’année scolaire 2013-2014). Les enfants accueillis à la Maison des Espaces Naturels se voient offrir un gouter composé de produits locaux ou bio. Les ENS sont aussi le lieu de quelques manifestations à thèmes, animées par des associations, favorisant ainsi la cohésion sociale. Cette politique s’exerce également à travers le
soutien financier qui est apporté à une dizaine d’associations qui œuvrent dans le domaine de la protection de l’environnement.

**La préservation de la qualité de l’eau**

Préserver la qualité de l’eau dans le département et lutter contre la pollution sont des actions pour lesquelles le Conseil général s’implique depuis plusieurs années. Le but de la politique départementale est d’inciter les collectivités locales à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour disposer d’une eau de qualité en quantité suffisante et de gérer ce patrimoine de manière durable.

Afin de mieux appréhender les problématiques liées à l’eau potable et à l’assainissement et de cibler ses aides, le Conseil général a réalisé deux études articulées en plusieurs volets : un état des lieux, une analyse des données, une élaboration de propositions et une synthèse des réflexions.

Il s’agit du schéma départemental d’alimentation en eau potable et du schéma départemental d’assainissement. La mise en œuvre de la politique départementale en la matière se traduit d’une part, par la nécessité de distribuer une eau de qualité en quantité suffisante aux Puydômois en mettant en place des périmètres de protection des captages, en réalisant des travaux de mise en conformité des captages suite à l’obtention d’un arrêté de DUP et en réalisant des travaux d’optimisation des réseaux d’eau. D’autre part, il s’agit d’améliorer l’environnement et de protéger le milieu récepteur par la mise en place d’un assainissement adapté conformément à la réglementation (assainissement collectif ou non collectif).

Les conclusions et les préconisations de ces schémas, l’évolution de la réglementation et le retour d’expérience du service constituent un cadre de réflexion et d’orientations de la politique départementale permettant de mieux appréhender les problématiques liées à l’eau et à l’assainissement. Ainsi, il a été décidé de poursuivre l’appui et le conditionnement des aides accordées dans le cadre de l’eau potable et de l’assainissement, de mettre en place dans les années à venir un réseau de mesure via un Observatoire de l’Eau permettant d’identifier l’impact de la politique du Conseil général menée de manière volontariste depuis de nombreuses années, et de poursuivre la réflexion initiée dans le cadre de l’Agenda 21.

Le Conseil général accompagne également la mise en œuvre de contrats de rivière, de contrats territoriaux et de contrats de restauration des zones humides. Il participe à la mise en œuvre de plusieurs Schéma d’aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

De même, la mission agriculture, forêt bois et développement rural participe à la préservation de la biodiversité avec une politique forestière en faveur de la gestion durable des forêts. Les travaux connexes réalisés par les communes, à la suite des opérations d’aménagement rural, font l’objet d’une politique incitative forte pour protéger le patrimoine d’arbres remarquables et de haies existantes. Par exemple, sur la commune de Dore l’Église, cette éco condition a permis le maintien sur pied de l’équivalent de 4500 stères de bois.
Une voirie durable

Le volet interne de l’Agenda 21 met en avant l’objectif suivant : concilier techniques routières et développement durable. Cela passe par l’amélioration de l’impact environnemental de la politique de viabilité hivernale (consommation raisonnée de sel, notamment par l’utilisation de bouillie de sel, couverture des stocks de sel du département, acquisition de matériel polyvalent, etc.) mais aussi par la réduction de l’impact environnemental et sanitaire des peintures routières.

Le Conseil général développe également la valorisation des matériaux issus de la déconstruction, en favorisant la réutilisation des agrégats d’enrobé issu du fraisage (procédé d’usinage par enlèvement de matière) des anciens revêtements de chaussée. Le Conseil général intègre également dans ses dossiers de consultation (en variante), l’utilisation de matériaux recyclés (matériaux en général issus de plateforme de recyclage) pour les couches de forme et d’assise des chaussées et privilégie cette technique.

Le réemploi de matériaux du site sur chaque chantier est optimisé. Dans la mesure du possible, la coordination des chantiers en vue de la réutilisation de déblais excédentaires permet de limiter l’utilisation de matériaux issus de carrière.

En matière d’optimisation du fonctionnement des ouvrages d’art, afin d’améliorer le débit des cours d’eau et surtout faciliter le déplacement d’espèces aquatiques, de nombreux arasements de seuil sont réalisés sous les ouvrages d’art départementaux, à l’occasion des opérations d’entretien patrimonial.


Des études en faveur de la faune locale sont menées par le Département afin de favoriser la mobilité de certaines espèces (loutres, batraciens, etc.). Ainsi la migration des crapauds en période de reproduction est observée par une association locale et des aménagements adaptés sur voirie sont envisagés (batrachoduc, par exemple).

Les zones humides sont également intégrées aux dossiers d’étude d’impact lors de travaux neufs. Des mesures compensatoires et des acquisitions foncières regroupées sont proposées afin de rééquilibrer le milieu naturel après les travaux, en concertation avec le Conservatoire d’Espaces Naturels d’Auvergne.

Conformément aux réglementations européenne et nationale, un plan de Prévention du Bruit dans l’Environnement a été approuvé à la Commission Permanente en date du 9 décembre 2013. Il s’agit d’un document recensant l’ensemble des mesures prises par la collectivité pour lutter contre le
bruit et fixe les préconisations d’aménagement sur les 5 prochaines années sur les voiries concernées par des niveaux de bruit trop élevés. En 2014, une zone de travaux importante a été réalisée en technique phonique, et d’autres zones sont prévues en 2015, conformément au PPBE.

De manière générale, le Conseil général applique les nouvelles mesures environnementales réglementaires dans toutes ses études, ses travaux et ses marchés liés à l’activité routière.

**Dossier de candidature au patrimoine mondial UNESCO, Panoramique des Dômes : deux projets exemplaires**

La candidature de la Chaîne des Puys et la faille de la Limagne pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l’UNESCO et le plan de gestion qui lui est attaché, s’inscrivent pleinement dans l’agenda 21 départemental. En effet, ils conjuguent différentes dimensions du développement durable, à savoir la préservation des paysages et de leur biodiversité ; l’articulation entre développement économique et équité sociale (notamment à travers un projet touristique responsable et le soutien aux activités agropastorales traditionnelles) ; et le développement et la diffusion de la connaissance.

À ce titre, le dossier de candidature et le plan de gestion ont été élaborés en concertation avec la population, les élus et acteurs socio-économiques en mettant en évidence les liens étroits entre environnement/économie/société, posant ainsi les jalons des actions et qui sont maintenant développés sur le terrain.

Par ailleurs, le mode de gouvernance mutualisé entre le Grand Site puy de Dôme, le site classé Chaîne des Puys et le périmètre UNESCO, et formellement mis en œuvre depuis 2013, correspond à la volonté d’impliquer au mieux les différents acteurs du territoire dans la mise en œuvre du plan de gestion, selon les principes indiqués ci-dessus.

Il faut également citer le Panoramique des Dômes comme un projet exemplaire dans le domaine environnemental et répondant aux finalités du développement durable. Cet équipement inauguré le 26 mai 2012 se substitue désormais aux 50 000 voitures et 7 000 autocars qui fréquentaient ce Grand site de France chaque année. Il permettra ainsi d’économiser 5 250 tonnes de CO₂ sur la durée de la concession (35 ans). Mais, au-delà du train à crémaillère lui-même qui fonctionne à l’électricité partiellement autoproduite, c’est l’ensemble du projet qui répond aux exigences de lutte contre le changement climatique et de préservation de la biodiversité, ainsi qu’aux modes de production et de consommation responsables. En effet, le tracé du train réutilise l’emprise de l’ancienne route, les défrichements ont été limités au strict nécessaire et réalisés hors périodes de nidification d’oiseaux. Les interventions en zones de protection ZNIEFF et Natura 2000 ont été limitées et lorsque des impacts n’ont pu être limités, des mesures compensatoires ont été mises en œuvre.

Pendant la phase travaux, les entreprises ont été tenues de respecter une charte de chantier vert permettant ainsi de limiter les nuisances sonores et visuelles, de réduire la circulation des camions et engin et de mieux gérer les déchets.
Les bâtiments du site ont été construits selon les normes HQE avec des matériaux locaux (pierreries de lave, structure et bardage en bois, toitures végétales etc.) Ils bénéficient d’équipements de production d’énergie et d’émission très performants (production de chaud et de froid par pompes à chaleur, puits canadiens) ainsi que de points de récupération des eaux de pluies issues des toitures pour l’alimentation, des sanitaires, de la réserve incendie et de la station de lavage des trains.

Par ailleurs, dès la mise en exploitation du Panoramique des Dômes, en mai 2012, un partenariat avec le SMTC a permis de mettre en œuvre une liaison bus entre le centre-ville clermontois et la Maison de site afin d’offrir aux visiteurs une alternative à l’utilisation de l’automobile. Ce service est aussi utilisé par les Orcinois désirant se rendre à Clermont et il s’est alors traduit par le transport de :
- plus de 12 000 personnes en 2012 sur la haute saison (16 juin – 30 septembre),
- plus de 16 000 personnes en 2013 avec un service désormais disponible du 2 mai au 30 septembre et 6 rotations par jour,
- près de 17 000 personnes en 2014

Cette année encore, un renforcement de la gestion des déchets par le tri sélectif a été mis en œuvre. En effet, les tentatives de tri des déchets à destination du public n’avaient pu être pérennisées. En partenariat avec Clermont – communauté, responsable de la collecte sélective, le Conseil général a souhaité mettre en place un nouveau dispositif sur l’aire de camping - car et le stationnement du col de Ceyssat.

Sur le terrain, cela s’est traduit par la mise en place :
- de bacs de collecte sélective de 660 litres (2 sur l’aire de camping - car, 1 au col de Ceyssat),
- d’une borne d’apport volontaire de verre sur l’aire de camping- car,
- la sensibilisation des camping-caristes par les agents d’accueil du site,
- de 3 zones supplémentaires de collecte des déchets composés chacun de 2 poubelles de 110 litres (déchets tout venant et tri) positionnés au niveau des sorties piétons du stationnement du col de Ceyssat,
- d’une zone de stockage des containers en entrée du stationnement du col de Ceyssat pour garantir une meilleure insertion paysagère des containers et un accès sécurisé lors de la collecte.

Si, dans les faits, il est encore impossible de présenter les données chiffrées quant aux tonnages collectés en Ordures Ménagères et en Collecte Sélective (les véhicules de collecte n’étant pas équipés de pesée embarquée) il est noté que le tri est de qualité puisque seulement 2 bacs de CS ont été refusés sur toute la saison (sur le parking des camping-cars), ce qui est ridiculement peu si l’on considère qu’il s’agit de postes fixes. Il semblerait donc que les volumes mis en place et l’effort de communication aient été cohérents.

En ce qui concerne le verre, il a été collecté approximativement 4m3, ce qui est relativement peu, mais ce qui a tout de même permis d’éliminer complètement ce matériau des bacs OM et CS.

Chaque année, en partenariat avec le Parc Naturel Régional des Volcans d’Auvergne, la coopérative d’estive et le berger, plusieurs centaines de brebis sont mis à contribution pour pâturer et ainsi entretenir le sommet du puy de Dôme en limitant l’avancée de la végétation ligneuse.
Cette année, pour la première fois, les brebis ont permis l'entretien des anciens stationnements modifiés en espaces revégétalisés lors des travaux du train en 2012.

Par ailleurs, les 300 brebis de race rava ont amorcé l'entretien de l'ensemble des flancs du site depuis le sommet. Cette opération qui a été menée avec succès constitue une avancée importante puisque jusqu'alors elle n'avait pu être menée qu'une seule fois en 1997. Elle devra être répétée chaque année pour que d'ici 4/5 ans, les premières modifications soient perçues.

Enfin, pour permettre l'amélioration de la connaissance de la biodiversité de nouveaux inventaires ont été mis en place conformément au plan de gestion (chauve - souris, habitats avec suivi pluriannuel). En parallèle de ce travail, une étude de faisabilité pour la mise en place de l'observatoire de la biodiversité du puy de Dôme a été réalisée. Ce travail a ainsi jeté les bases d'un outil d'aide à la décision pour les prochains travaux d'aménagement sur le site mais aussi pour améliorer la connaissance et l'évolution de la biodiversité du site. La mise en œuvre de cet observatoire est prévue pour 2015.

Sur le périmètre du GRAND SITE de France, de 2012 à 2017, le Conseil général met en œuvre un plan de gestion. Ce plan de gestion s'appuie sur les principes du développement durable et propose des actions qui visent tout particulièrement à la sensibilisation des 400.000 à 450.000 visiteurs annuels du site.

Ainsi, en 2014, ce seront plus de 543 animations qui auront été proposées sur le site avec une participation estimée à ce jour de 7.300 personnes (estimation calculée sur la base moyenne de 13 participants par animation ; moyenne constatée au 15 octobre 2014).

Fort de la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions, le MEDDE a renouvelé en 2014 et pour une durée de 6 ans le label GRAND SITE de FRANCE délivré en 2008.

1.4. Au regard de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires

La connaissance du phénomène de précarité, l’accompagnement des personnes en difficulté ainsi que la réduction des discriminations et inégalités sont autant de missions au cœur de l’action publique du Conseil général du Puy-de-Dôme.

Une meilleure connaissance des phénomènes de précarité

Pour mettre en œuvre ses orientations politiques, le Conseil général a élaboré plusieurs schémas recouvrant le domaine du social : Schéma gérontologique ; Schéma enfance ; Programme départemental d’insertion ; Charte de l’Habitat ; Plan départemental d’aide pour le logement des personnes défavorisées ; Schéma d’accueil des gens du voyage.

De même, le programme départemental d’insertion (PDI) et de lutte contre les exclusions 2010-2012 donne une vision chiffrée du chômage et de la pauvreté sur le territoire ; première étape pour tenter de réduire le phénomène de précarité.

**La réduction des inégalités vis-à-vis des personnes handicapées**

Dans son volet interne, l’Agenda 21 du Conseil général propose de conditionner les aides à la prise en compte de l’accessibilité dans l’ensemble des projets d’aménagement d’urbanisme avec pour objectif d’encourager la réduction des discriminations et des inégalités vis-à-vis des personnes à mobilité réduite et de renforcer ainsi la cohésion sociale. La réduction des inégalités vis-à-vis des personnes handicapées est une des préoccupations fortes de la collectivité.

Dans sa politique en direction des personnes handicapées, le Conseil général poursuit sa politique d’amélioration de la qualité du service. En matière d’accueil et d’information, la Maison Départementale des Personnes Handicapées s’inscrit dans les orientations du schéma départemental en faveur des personnes en situation de handicap 2014-2018 avec notamment la poursuite son projet d’aménagement afin d’être accessible à tous les types de handicap ;

Dans le prolongement des actions de 2013, des sessions d’informations à destination des acteurs de terrains (près de 600 professionnels inscrits en 2014) sont menées afin qu’ils puissent renseigner au mieux les personnes qu’ils accompagnent sur les missions et les prestations relevant de la MDPH ;

Également dans cet esprit, la réalisation de support de communication sur des thématiques spécifiques (Prestation de Compensation du Handicap, l’insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, fiches techniques…) à destination des professionnels et du grand public permettent d’améliorer l’information sur les différents droits et prestations relevant de la MDPH. Dans un contexte d’activité croissante (plus de 31 000 demandes en 2013 contre 18 500 en 2007), la MDPH du Puy-de-Dôme poursuit le développement de ses procédures d’instruction et d’évaluation dans une logique notamment de dématérialisation et avec le souci constant d’améliorer la qualité du service rendu à l’usager.

Le schéma en faveur des personnes en situation de handicap adopté par l’assemblée départementale en 2013, est entré dans phase de mise en œuvre opérationnelle.

Cette question est également prégnante dans les politiques publiques d’éducation. La collectivité travaille à la mise en accessibilité des collèges publics du département. C’est d’ailleurs, là encore, un des enjeux du volet territorial de l’Agenda 21. Un diagnostic accessibilité a été réalisé sur les établissements, à la suite duquel un plan pluriannuel de mise en accessibilité des collèges publics a été adopté par l’Assemblée départementale en juin 2011. Suite à l’appel d’offres lancé courant
septembre 2013, les travaux ont débuté en juillet 2014 pour une première tranche de travaux, la deuxième tranche sera lancée tout début 2015. La mise en accessibilité des collèges devrait être effective fin 2015. À noter que les travaux d’extension et de remise à niveau du collège de Maringues ont pris en compte cette problématique de même que les opérations de travaux d’envergure en cours telles que les extensions et remises à niveau des collèges d’Aigueperse et de Lezoux. Toujours en lien avec l’éducation, le Conseil général organise et gère le transport des enfants en situation de handicap, du primaire au supérieur. Dans le domaine du transport public routier, le Conseil général travaille à la mise en place d’un schéma directeur d’accessibilité.

Enfin, les fiches d’aides au tourisme imposent à tous les porteurs de projet l’obtention du label « Tourisme et Handicap ».

La solidarité entre les hommes et les territoires


Mais cette double préoccupation transparaît également dans la politique de l’éducation.

Le Conseil général développe ainsi des aides à la scolarité avec la quasi-gratuité des repas et de la pension des collégiens issus de milieux modestes ou encore l’aide à la licence sportive des collégiens boursiers. Elle lutte également contre les inégalités d’équipement entre les territoires par l’attribution d’aides aux déplacements sportifs et pédagogiques des collégiens visant à rendre accessible à tous l’accès aux piscines et aux activités culturelles.

Par ailleurs, la collectivité se soucier d’avoir une offre d’équipement mieux répartie sur l’ensemble du territoire, par exemple, en participant au financement d’un centre d’action médico-sociale précoce à Brioude afin d’offrir une réponse de proximité pour les habitants du sud du département en terme de dépistage et de prise en charge du handicap du jeune enfant.

La prise en compte des solidarités territoriales est également présente dans la culture avec de nombreux partenariats entrepris sur les territoires du Puy-de-Dôme. Fruits d’une étroite collaboration en interne, impliquant certains services culturels et services sociaux de la collectivité, dont des circonscriptions, plusieurs de ces partenariats commencent à être visibles sur les territoires. Cette coopération entre ces différents services, et plusieurs acteurs locaux, aura notamment contribué en 2012 à la mise en place d’une formation spécifique réservée à des plasticiens de la région d’Ambert, bénéficiaires du RSA.

Enfin, le Conseil général souhaite réduire les trois fossés numériques : générationnel, territorial et social et développer l’utilisation des nouvelles technologies. Il propose par exemple, aux communes, en particulier les plus rurales, d’adhérer au site Web 63. L’objectif est de les aider à concevoir un site
simple d’utilisation qui leur permettra de communiquer avec leurs citoyens, de présenter leurs atouts et de développer des e-procédures. Depuis 18 mois, 128 communes ont adhéré au Web 63. À ce jour ce sont 80 communes qui ont adhéré à Web 63.

Actuellement un schéma départemental des usages numériques est en cours de finalisation. Il définira les priorités d’une politique volontariste de développement et de promotion en soutien des territoires.

D’ores et déjà, sur son site www.puydedome.fr, le Conseil général du Puy-de-Dôme développe le service du dépôt d’une demande de subvention en ligne pour les associations, les collectivités et les collèges. Actuellement, seules les demandes d’aide au projet des domaines culture, social, environnement sont accessibles au dépôt en ligne. Le service sera étendu progressivement à d’autres domaines dans les mois à venir. Pour toutes les autres demandes, la transmission par voie postale perdure.

La lutte contre les discriminations et l’aide aux populations spécifiques

La politique volontariste du conseil général se concrétise par des aides à la scolarisation des élèves handicapés et le soutien aux établissements en Zone ou Réseau d’Éducation Prioritaire. Elle se caractérise également par l’aide attribuée aux collèges regroupés au sein du réseau élèves du voyage ou par le soutien financier aux deux réseaux de collèges ruraux pour le financement des transports liés à des regroupements de cours ou à des actions pédagogiques communes.

Le Conseil cible certaines populations dans sa lutte contre la précarité, c’est le cas des jeunes en difficulté pour lesquels il propose une politique d’insertion spécifique avec le Fonds d’aide aux jeunes (FAJ) et le Plan d’action pour l’insertion des jeunes (PAIJ). Depuis décembre 2013, le Département est également co-pilote de la démarche Garantie jeunes, mise en place par l’État à titre expérimental.


Au sein de la collectivité, la réduction des discriminations passe également par la mise en place de la clause d’insertion dans les marchés publics. C’est une des grandes actions préconisées par le volet interne de l’Agenda 21. En qualité d’acheteur public, le Conseil général s’appuie sur le code des marchés pour la mise en œuvre d’une politique de promotion de l’emploi par la commande publique, notamment en réalisant des marchés dont l’objet même est l’insertion sociale et professionnelle. Leurs réalisations peuvent être sous forme de prestations d’appui et d’accompagnement à l’emploi et/ou de formations ou d’expériences pré qualifiantes ou certifiantes à destinations des jeunes sans emploi, aux personnes rencontrant des difficultés d’accès ou de maintien dans l’emploi, aux personnes handicapées. Afin d’encourager le développement des clauses sociales dans la commande publique de la collectivité, le Service des marchés et la Direction de l’Action Sociale Territorialisée et de l’Insertion –
Lutte contre les Exclusions travail de concert pour mobiliser l’ensemble des directions du Conseil général dans une logique de transversalité et d’accompagnement pédagogique et opérationnel. En 2014, une convention de partenariat pour la mise en œuvre de clauses sociales a été signée entre le Conseil général du Puy-de-Dôme et Clermont Communauté, afin d’expérimenter l’insertion de clauses sociales en application de l’article 14 du Code des marchés publics, dans les marchés du département.

1.5. Au regard de l’épanouissement de tous les êtres humains

L’amélioration de l’accès à l’emploi


Ainsi, le Conseil général améliore l’accès à l’emploi en développant un partenariat avec les acteurs de l’insertion et en accompagnant les bénéficiaires du revenu de solidarité active dans une dynamique de remobilisation vers l’emploi.

Par ailleurs, le volet interne de l’Agenda 21 préconise le développement, dans les marchés passés par la collectivité, de clauses sociales permettant l’insertion des personnes en situation de handicap. Il conseille également de maintenir les marchés d’entretien d’espaces verts en marchés réservés aux personnes handicapées ou en difficultés. Autant de mesures qui visent un objectif global d’amélioration de l’accès à l’emploi.

L’accompagnement à l’accès au logement

Le Plan Départemental d’Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) 2012 – 2016, co-piloté par le Conseil général et l’État, a inscrit dans le nouveau plan une fiche action sur « l’accompagnement social lié au logement (ASLL) ». Ces mesures financées par le Fonds de Solidarité Logement s’adressent à des ménages, touchant les minima sociaux, rencontrant des difficultés spécifiques dans le domaine du logement. Cette action a pour finalité l’accès ou le maintien dans le logement et vise à susciter une dynamique du ménage afin qu’il construise son projet et puisse évoluer vers l’autonomie.

Plus spécifiquement, la collectivité œuvre en faveur de l’amélioration de l’accès et des conditions de logement pour les personnes âgées ou dépendantes. Elle soutient financièrement l’aide à l’aménagement de l’habitat au travers de son soutien au PACT et des aides directes accordées aux propriétaires occupants par le biais de prêts ou de subventions.
Ces actions sont menées en complémentarité avec le Programme d’Intérêt Général “Habiter mieux” du département, participant à l’amélioration des conditions de logement pour les personnes défavorisées.

**Le développement d’une offre d’équipements répondant aux besoins essentiels de la population**

Cette offre d’équipements concerne l’ensemble de la population : des collégiens aux personnes âgées.

Dans les collèges, la collectivité investit dans les opérations de réparation, d’extension et d’équipement. L’assemblée départementale a ainsi adopté son plan pluriannuel d’investissement dans les collèges publics sur la période 2010-2015. Il vise à la mise en place d’un service public de qualité répondant aux enjeux d’un aménagement équilibré du territoire ainsi qu’au développement d’une offre éducative de qualité en proposant les meilleures conditions de vie et de travail possibles. Une réflexion est en cours pour établir le nouveau plan 2016-2020 prenant en compte le développement durable.

Le programme de travaux s’accompagne d’une remise à niveau global de l’équipement matériel, informatique et pédagogique des collèges. À ce titre, depuis la rentrée scolaire 2011, tous les collèges du département sont maintenant dotés d’un ENT : Espace Numérique de Travail. Cet outil est un portail de services accessible sur Internet à la fois par les élèves, les enseignants, le personnel d’éducation et les parents, via des identifiants et des droits spécifiques.

Outre ces opérations ponctuelles d’envergure, l’ensemble des collèges bénéficie tous les ans de dotations d’équipement pour répondre à leurs besoins de complément ou de renouvellement, pour suivre les évolutions pédagogiques et pour améliorer les conditions de travail des personnels techniques de collèges. À ce titre sont ainsi financés des matériels d’entretien tels que des monobrosses et des autolaveuses ou encore du mobilier ergonomique pour faciliter la manipulation par les agents.

Mais la collectivité participe également à l’amélioration de la qualité des services à la population pour les personnes âgées, par exemple, par le biais de l’aide à la modernisation et à la création des établissements pour les personnes âgées, habilités à l’aide sociale, mais également par le souci constant d’accompagner dans les meilleures conditions possibles le maintien à domicile, notamment en favorisant la professionnalisation des aides à domicile. C’est aussi dans ce sens que, reprenant les objectifs du schéma gérontologique et le travail réalisé sur le terrain, l’Agenda 21, dans son volet territorial, cible comme enjeu : « favoriser le maintien à domicile et développer les modes alternatifs à l’hébergement en établissement ».

Enfin, cette offre concerne également le domaine virtuel : en 2011, la collectivité a élaboré avec la région un schéma directeur territorial d’aménagement numérique (STDAN) avec l’objectif de couvrir 70% du territoire en fibre optique d’ici à 2025.

Le Contrat de partenariat public privé a été signé le 16 juillet 2013. Les engagements du délégataire est fixé au 1ᵉʳ Août. La première phase de déploiement s’étale sur 4 ans avec des jalons de 6 mois. Lors de cette première phase (2013-2017), diverses technologies seront déployées : la Fibre
Optique, le WIFIMAX, la montée en débit sur le réseau cuivre, et le satellite. L’ultime recours au satellite permettra aux Puydômois de disposer dès la fin de phase 1 d’un débit minimum de 8 Mégabits/s. En parallèle nous assistons au déploiement de l’internet mobile avec le déploiement de la 3G et de la 4G qui permet d’accéder à internet en tous points du territoire. En fin de phase 3 ce sont près de 80% des foyers qui seront desservis par la Fibre Optique.

Cette évolution des réseaux s’inscrit dans l’évolution de l’économie numérique avec le développement des DATA CENTER va nous permettre d’accéder par internet à un grand nombre de services et d’applications qui vont encore se développer avec la communication par internet des objets. Ces technologies vont permettre une meilleure distribution de l’énergie, le développement de la télémédecine, la constitution de plateformes de services dans de nombreux domaines.

**L’accès à la culture et à la connaissance**

Grâce à ses différents équipements culturels, le Conseil général travaille en direction de l’amélioration de l’accès pour tous à la connaissance et à la culture. Cela passe par l’accroissement des collections des archives départementales, les actions culturelles de la bibliothèque départementale de prêt ou encore l’organisation d’expositions et de manifestations au musée de la céramique à Lezoux. Mais il faut également mettre en avant le soutien aux recherches archéologiques (aide aux fouilles sur le sanctuaire gaulois de Corent) et à leur mise en valeur (restauration du temple de Mercure).

De plus, par l’organisation d’événements comme le Printemps des Bambins, les Automnales... le Conseil général propose à l’ensemble de sa population départementale une offre culturelle particulièrement riche et orientée vers une coopération importante avec l’ensemble de ses partenaires.

Le Conseil général a également mis en place un schéma départemental de développement de la lecture publique et des multimédias, celui-ci a notamment pour objectifs de continuer à inciter au développement des lieux de lecture ouverts et gratuits et de poursuivre le maillage du territoire en équipements à vocation territoriale. Il met également en avant la volonté du Conseil général d’accompagner la mutation des pratiques résultant de l’apparition des nouveaux supports numériques (tablettes numériques, liseuses...).

**La démarche "Ensemble, vers des manifestations responsables"**

Les manifestations sportives et culturelles sont l’occasion de rassemblement ayant un impact sur l’environnement. C’est pourquoi, en cohérence avec le plan d’actions de l’Agenda 21 et afin de répondre également à un objectif du Plan Départemental de Prévention des Déchets, le Conseil général souhaite inscrire les manifestations puydômoises dans une démarche de progrès reposant sur la prise en compte de leurs dimensions sociales, environnementales et économiques.

La première étape consiste à inviter les organisateurs de manifestations sportives et culturelles à répondre au guide-enquête "Ensemble vers des manifestations responsables". Ce recensement est un préalable à l’élaboration d’une prochaine charte. Dans une démarche de concertation, cette charte sera co-construite grâce au retour d’expériences et remarques des organisateurs.
De plus, les acteurs du secteur événementiel ont la possibilité d’obtenir, par le biais des syndicats de collecte des déchets, le label « les déchets, n’en faites plus des tonnes » lorsque la manifestation justifie de la mise en œuvre de 4 actions parmi les 11 actions préconisées, comme par exemple, mettre en place une collecte spécifique pour les déchets organiques, faire le choix d’un imprimeur selon des critères environnementaux, utiliser des gobelets consignés, réutilisables...

**L’éducation au développement durable**

Le principe d’une réflexion autour de l’éducation au développement durable par la mise en place d’un centre pédagogique a été validé par l’Assemblée départementale le 1er mars 2011.

Dans le cadre de l’examen de la faisabilité de ce projet, une étude préalable a été menée. Au-delà, cette réflexion vise à positionner le Conseil général en tant que facilitateur de l’éducation au développement durable (EDD).

En toute logique, les investigations menées concernent principalement les collèges. Aussi, la nécessaire connaissance des initiatives et des besoins de ces établissements en matière d’éducation au développement durable a fait l’objet d’un questionnaire envoyé aux collèges publics et privés du territoire départemental. Il a été l’occasion de poser la question de l’existence ou non d’un Agenda 21, d’actions menées en la matière, des éventuels partenaires et/ou prestataires sollicités et du bilan tiré de ces initiatives.

Des contacts réguliers avec le Rectorat de l’académie de Clermont-Ferrand favorisent la cohérence et l’interconnaissance des projets et actions menés et nous autorisent à nous intéresser aux projets d’établissement en œuvre dans les collèges.

Parallèlement, afin de parvenir à un état des lieux et une analyse de l’offre en éducation au développement durable sur le territoire départemental, le recensement de l’ensemble des acteurs œuvrant pour le développement durable susceptibles d’intervenir auprès des collèges a permis de faire ressortir une cartographie, rendant plus lisible les ressources disponibles.
2. Les modalités d’élaboration, de mise en œuvre et d’évaluation des actions, politiques et programmes au regard d’une démarche de développement durable

2.1. L’organisation du pilotage

Selon le cadre de référence des projets territoriaux de développement durable et Agendas 21 locaux, le pilotage d’un projet doit permettre d’assurer la cohérence et la complémentarité dans le temps et l’espace entre les différentes politiques et les projets menés sur le territoire. Il suppose une organisation interne spécifique, avec un portage politique et technique fort et la diffusion d’une culture du développement durable au sein de toute la collectivité. L’adhésion des agents au projet est primordiale.

L’élaboration de l’Agenda 21 puis celle du Plan Climat Energie Territorial ont été conçu de manière à répondre à ces impératifs. Ces projets, par nature transversaux, sont portés par la Vice-présidente en charge du développement durable.

Pour chaque projet, un comité de pilotage et un comité technique sont constitués. Le comité de pilotage réunit les Vices-présidents impactés par le projet. Le comité technique a pour rôle de faire des propositions au comité de pilotage sur la mise en œuvre concrète du développement durable dans les projets, de rendre opérationnelles les décisions prises par le comité de pilotage, et de diffuser la démarche dans les directions et les services.

La Mission Développement Durable assure la conception, le suivi et l’évaluation de ces projets. Elle travaille en transversalité avec les directions, anime les comités technique. Elle est placée au sein du Secrétariat général, sous l’autorité du Directeur Général des Servcies.

Lorsque le besoin s’en fait sentir, et ce fut le cas pour la mise en œuvre du Plan Climat, des groupes de travail sont constitués avec les personnes ressources. Par exemple, un « groupe bâtiments » réunit à la fois la Direction des bâtiments, les Directions des routes, la Direction Education et collèges, et la Direction juridique. Cela permet d’approfondir particulièrement un sujet et de bénéficier de connaissance techniques et pratiques sur chaque thématiques abordées.

2.2 La participation des acteurs et de la population

L’ensemble de l’élaboration du Plan Climat Énergie Territorial a été marqué par le sceau de la concertation avec le territoire. Ainsi, dans une constante recherche d’échange avec les différents acteurs du territoire et la population, ont été mis en place des groupes de travail organisés autour des thématiques ciblées afin de construire ensemble un plan d’actions le plus efficient possible. Plusieurs séries de réunions de concertation ont été organisées, réunissant les principaux acteurs et citoyens présents sur le territoire.
Au final, la concertation a réuni près de 130 acteurs du territoire réunis autour de la même envie de donner au territoire un visage nouveau et durable et qui, par leur réflexion, ont fait émerger 39 propositions d’actions concrètes. Le travail de qualité fourni lors de ces réunions a donné lieu à la rédaction d’un cahier de la concertation. Ce cahier permet ainsi au Conseil général de porter à la connaissance de tous, l’ensemble de la réflexion menée par les acteurs du territoire. L’ensemble des documents (plan d’actions, bilans des émissions de gaz à effet de serre, comptes-rendu de réunions, cahier de la concertation...) sont disponibles sur le site internet du Conseil général afin que la population puisse facilement y accéder.

Mais plus généralement, la collectivité a une grande habitude de concertation avec les acteurs du territoire. Elle le fait à l’occasion de la rédaction de ses schémas (schéma gérontologique, programme départemental de l’insertion et de lutte contre les exclusions, etc.). Mais elle en tient également compte dans le cadre de ses grands projets comme le Panoramique des Dômes ou la candidature de la Chaîne des Puys au patrimoine mondial de l’UNESCO.

**2.3. La transversalité de la démarche**

L’ensemble de la politique développement durable de la collectivité est pensé en transversalité. Le comité technique du Plan Climat regroupe en effet des agents des différentes directions de la collectivité. Les différents groupes de travail sur les thématiques du volet interne (bâtiments, collèges, déplacements et transports) sont aussi construits de manière transversale.

À titre d’exemple, l’Opération COCON63 a nécessairement été construite en transversalité avec plusieurs services du Conseil général (Mission Développement Durable, Service des marchés, Direction des Bâtiments Départementaux...) mais également avec des partenaires extérieurs telles que l’Aduhme ou la DREAL. De même pour le groupement d’achat de gaz naturel où là encore l’expertise de plusieurs services ont été nécessaires, ainsi aux côtés de la Mission Développement Durable se sont associés la Direction des Moyens, le Service des marché et l’Aduhme. La mise en commun des connaissances et savoir-faire de chacun permet de construire des projet ambitieux et garant de réussite.

D’autres missions sont également élaborées en transversalité, c’est le cas de la segmentation stratégique, de la dématérialisation, du schéma directeur des systèmes d’information ou de l’évaluation des politiques publiques.

**2.4. Un dispositif d’évaluation**

Lors de l’élaboration du Plan Climat, la nécessité d’une évaluation des actions a bien été prise en compte. L’axe 5 "Gouvernance" prévoit un dispositif de suivi et évaluation. Le suivi opérationnel du plan climat sera réalisé annuellement grâce à des indicateurs. Ces indicateurs permettront de suivre l’avancement de chaque action en fonction de l’objectif cible à atteindre. L’ensemble de ces indicateurs seront synthétisés dans un tableau de bord qui permettra d’avoir une vision globale de l’avancement du Plan Climat. L’évaluation des objectifs fixés dans le Plan Climat sera effectuée tous les 3 ans grâce


2.5. Une dynamique d’amélioration continue

Selon le cadre de référence, une dynamique d’amélioration continue passe par un diagnostic de la situation initiale et la fixation d’objectifs clairs. C’est l’expression d’une vision prospective du territoire.

Une des premières étapes de l’élaboration Plan Climat du Conseil général du Puy-de-Dôme a été un diagnostic du territoire réalisé tant sur le volet interne « Patrimoine et Compétences » que sur le volet “Territoire”. Cet état des lieux permet à la collectivité de disposer d’une vision globale des atouts et des faiblesses du territoire au regard du changement climatique. À partir de cette situation initiale, des marges de progrès sont identifiées et des orientations sont proposées. Celles-ci sont prises en compte pour l’élaboration du plan d’actions en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La stratégie d’amélioration continue sera également au cœur de l’élaboration des Plans climat-énergie Territoriaux successifs de la collectivité. En effet, le travail de collecte des données pour l’élaboration de ce premier Plan Climat a aussi pour objectif de préparer les suivants. Il vise à mettre en place des outils au sein de la collectivité permettant d’obtenir plus facilement des données de plus en plus précises et d’affiner progressivement nos actions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de lutte contre le changement climatique.